

IV. LES ÉCHANGES EXTÉRIEURS

Le déficit du commerce extérieur, très faible au quatrième trimestre 1983, s'est brusquement creusé au début de cette année. Cette évolution - dont le sens avait été prévu, mais pas avec une telle ampleur - ne peut pas être extrapolée. Elle est due à deux facteurs : une brusque aggravation du déficit énergétique, beaucoup plus forte qu'attendue, et une réduction, prévue, de l'excédent agro-alimentaire, exceptionnel au deuxième semestre 1983. A l'inverse, l'excédent dégagé sur les produits manufacturés a continué de progresser : en particulier les exportations vers les pays industrialisés sont restés à un très haut niveau, notamment vers l'Allemagne et les Etats-Unis.

milliards de francs courants

Solde mensuel moyen CVS	4ème trim. 83	(janv. 84 + fév. 84) /2	Ecart
Agro-alimentaire	2,3	1,1	- 1,2
Energie	- 13,7	- 17,7	- 4,0
Produits manufacturés	6,8	8,5	+ 1,7
Total CAF-FAB (1)	- 3,9	- 8,1	- 4,2
Total FAB-FAB	- 0,4	- 5,0	- 4,6

(1) Cette ligne n'est pas égale à la somme des postes qui la précèdent, la série corrigée des variations saisonnières d'une somme n'étant pas nécessairement égale à la somme des séries corrigées des variations saisonnières.

1. Les échanges énergétiques

Avec un cours du dollar se stabilisant aux environs de 7,80 F jusqu'à la fin de l'année, l'approvisionnement énergétique de la France coûtera en 1984 entre 15 et 20 milliards de francs plus cher qu'en 1983. En effet ce cours est nettement supérieur à celui qui prévalait au début de l'année 1983, situant le cours moyen du dollar en 1984, 4 à 5 % au dessus de son niveau de l'année 1983.

Dans l'hypothèse d'une stabilité du prix de l'énergie en dollar sur l'ensemble de l'année 1984 le prix de l'énergie en francs après avoir augmenté au premier trimestre 1984, baisserait au second pour se stabiliser ensuite.

Cette évolution de prix expliquerait environ pour moitié la croissance du déficit énergétique en 1984. L'autre cause serait la croissance du volume des importations énergétiques. Celle-ci serait liée à l'arrêt du déstockage de produits pétroliers (alors que les stocks de réserve sont dès la fin de 1983 proches de leur niveau légal), et à la

ses et le prix des exportations en francs n'étaient pas changés ; elle est en fait plus couramment équivalente à 40 % du taux de la dévaluation, les importateurs comprimant habituellement leur marge d'un tiers du montant de la dévaluation pour rester compétitif, et les exportateurs profitant de leur nouvelle compétitivité pour augmenter leurs prix d'une proportion comparable. En 1983, il semble que les producteurs français ont, du fait du contrôle des prix intérieurs, opéré un net rattrapage sur les marges à l'exportation. Selon l'enquête semestrielle sur la concurrence étrangère, les secteurs où les marges à l'exportation ont le plus progressé sont généralement ceux où la demande étrangère a été forte (parachimie, équipement ménager). Mais il y a eu des exceptions, comme l'électronique où les marges ne semblent pas s'être améliorées ; par ailleurs les marges à l'exportation n'ont que peu progressé dans beaucoup de secteurs de biens intermédiaires. Dans d'autres secteurs, les marges ont augmenté par les effets des variations de changes car les producteurs français y sont "price takers" et fixent souvent leurs prix à l'exportation en devises étrangères : ainsi les marges semblent avoir un peu progressé dans l'aéronautique et la mécanique, malgré une demande étrangère médiocre. A l'inverse des producteurs français, mais peut-être aussi à cause de la faible croissance des prix français sur le marché intérieur, les exportateurs étrangers ont exceptionnellement pesé sur les prix de leurs ventes en France. Le gain de terme de l'échange qui résultait de ces comportements a favorisé (notamment par la forte croissance de la valeur des exportations), la réduction du déficit extérieur. Mais la consommation rapide de la marge de compétitivité héritée des mouvements de parités a hypothéqué les gains futurs en volume.

Dans l'hypothèse d'une stabilisation, voire d'une légère baisse, du dollar, la compétitivité des produits français va se dégrader lentement tant sur le marché intérieur que sur les marchés étrangers. Les effets sur le volume des échanges devraient se faire sentir dès le premier semestre 1984. En effet pour les exportations, où les délais de réaction des volumes à la compétitivité sont longs, la dégradation de la situation de compétitivité date de la mi-1983 (à cause de la forte croissance du prix des exportations) ; pour les importations, la dégradation est plus tardive mais elle se traduit plus rapidement sur les volumes importés. Ainsi en 1984 la compétitivité ne devrait plus contribuer favorablement à l'évolution de nos échanges en volume, permettant à peine de conserver notre position sur les marchés interne et étrangers. La persistance d'un décalage conjoncturel entre la France et l'étranger devrait encore permettre une progression du taux de couverture en volume au premier trimestre. Le taux de couverture en volume pourrait ensuite décroître légèrement, les exportations progressant en moyenne de 0,8 % par trimestre contre environ 1 % pour les importations. Si la hausse relative de nos prix devait avoir des effets défavorables sur l'évolution des volumes échangés, elle pourrait en revanche dégager de légers gains de termes de l'échange qui viendraient compenser à partir du deuxième trimestre la légère inflexion des évolutions en volume : ainsi le solde des produits manufacturés pourrait rester sur l'ensemble de l'année proche des très bons niveaux observés au cours des premiers mois de 1984.

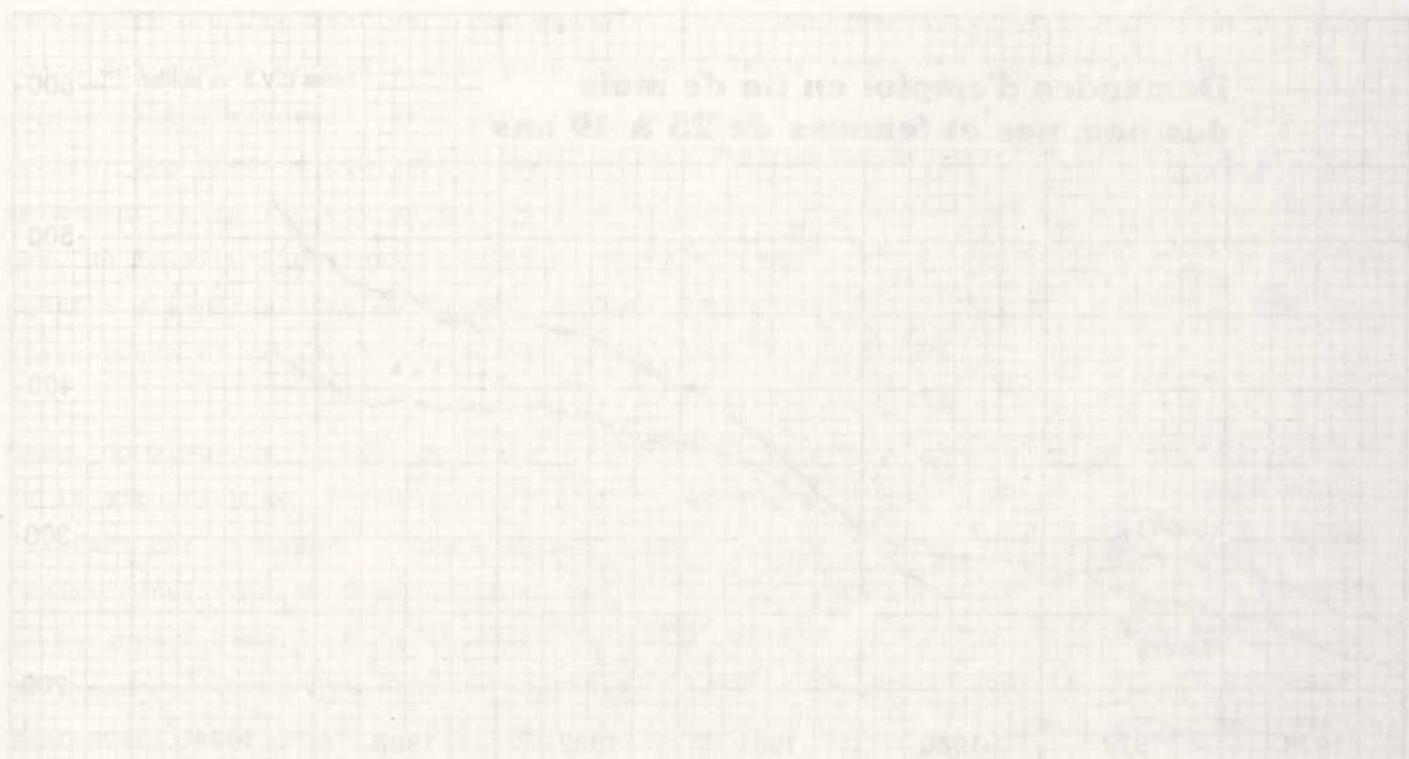
3. Le solde global

L'excédent agro-alimentaire devrait retrouver de meilleurs niveaux à partir de la mi-1984. Ainsi, avec le retour probable dès le deuxième trimestre à des volumes d'importations énergétiques plus faibles, le ralentissement des prix à l'importation lié à l'affaiblissement du dollar et le maintien du solde sur les produits manufacturés à un niveau élevé, le solde global FAB-FAB se réduirait pour avoisiner à nouveau l'équilibre à l'été ; le déficit annuel serait ainsi de l'ordre de 20 à 25 milliards.

	Solde CVS mensuel moyen								Annuel	
	1983				1984				1983	1984 *
	I	II	III	IV	J. F. (1)	M. J. (2)*	III *	IV *		
Agro-alim. ..	1,3	1,3	2,5	2,3	1,1	0,9	2,5	2,5	22	21
Energie	-14,0	-14,5	-14,0	-13,7	-17,7	-15,5	-15,5	-15	-169	-189
Produits manuf.	1,2	5,3	7,3	6,8	8,5	8,7	9,0	9,0	62	105
Total CAF-FAB	-11,2	-7,5	-4,8	-3,9	-8,1	-5,9	-4,0	-3,5	-82	-63
Total FAB-FAB	-7,9	-4,3	-1,5	-0,4	-5,0	-2,5	-1	-0,5	-42	-24

(1) moyenne janvier-février (2) moyenne des 4 mois mars à juin

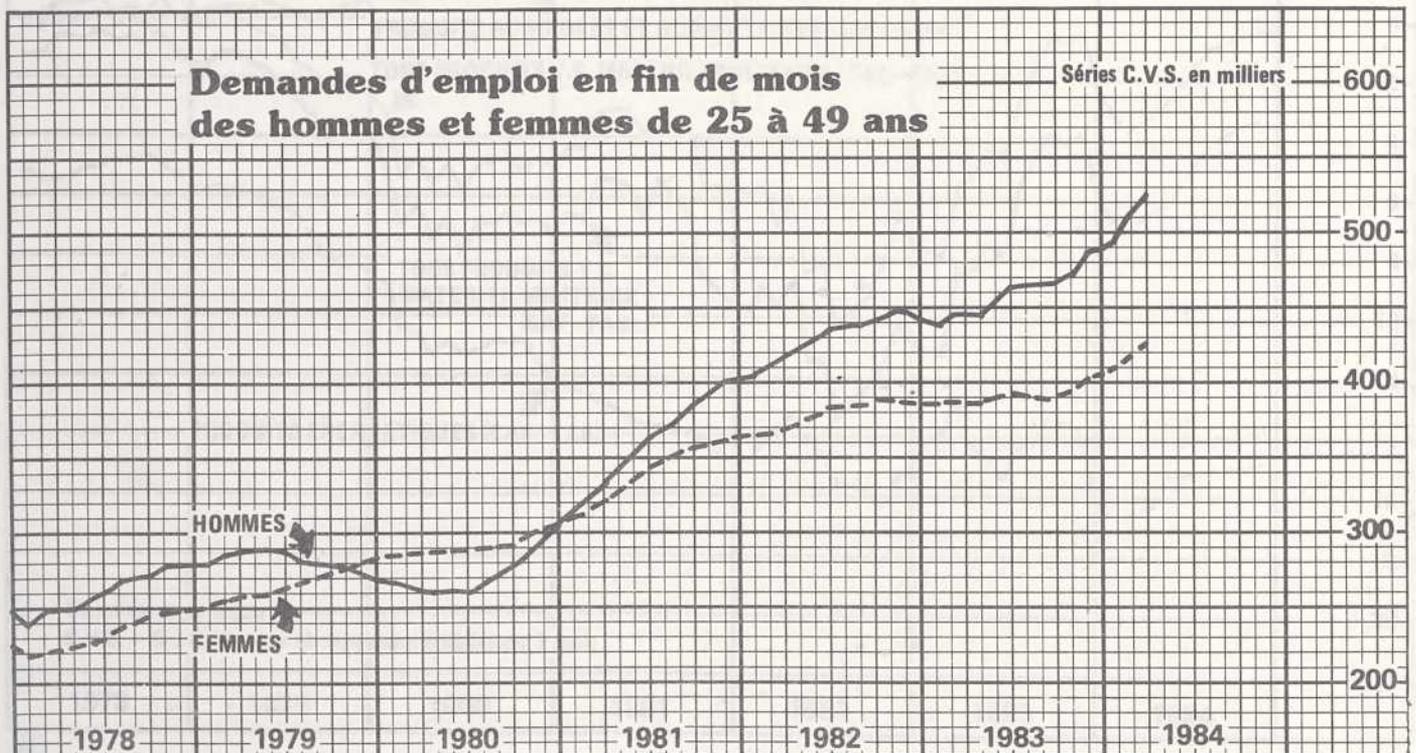
* prévision : voir avertissement page 2.



L'excédent agro-alimentaire devrait retrouver de meilleurs niveaux à partir de la mi-1984. Ainsi, avec le retour probable des faibles tranches à des volumes d'importations énergétiques plus faibles, le ralentissement des prix à l'importation lié à l'affaiblissement du dollar et le maintien de poids sur les produits manufacturés à un niveau élevé, le solde global FAB-FAB se réduira pour atteindre à nouveau l'équilibre à l'ère ; le déficit annuel sera alors de 10 à 25 milliards.

Annuel	Solde CVS mensuel moyen								
	1983	1982				1981			
		IV	III	II	I	IV	III	II	I
1984 *									
Agro-alim.	22	2,2	0,9	1,1	2,3	2,2	1,2	1,3	
Énergie	-129	-12	-12,2	-12,7	-12,7	-12,0	-12,2	-12,0	
Produits manuf.	102	0,0	0,7	0,2	0,8	1,3	2,4	1,2	
Total FAB-FAB	-83	-2,2	-4,0	-2,9	-2,9	-4,8	-7,2	-11,2	
Total FAB-FAB	-24	-0,2	-1	-2,2	-0,4	-1,2	-4,7	-9	

(1) moyenne janvier-dévrier (2) moyenne des 4 mois hors juin
 * prévision : soit sur la base de la dernière donnée disponible (soit sur la base de la dernière donnée disponible)



V. LA PRODUCTION ET L'EMPLOI

1. La production industrielle

Après avoir connu une progression lente, mais assez régulière, au cours de l'année 1983, la production industrielle a encore un peu augmenté au premier trimestre. Deux raisons essentielles expliquent cette croissance : l'augmentation des exportations et un léger restockage. Ces facteurs se conjuguent pour pousser la production de biens intermédiaires. Au vu des réponses aux dernières enquêtes de conjoncture, ce secteur est dans la situation la plus favorable qu'il ait connu depuis quatre ans : stocks allégés, carnets de commandes regarnis, réduction des capacités inemployées. Toutefois le ralentissement du stockage pourrait stabiliser la production au deuxième trimestre. Malgré le peu de vigueur de la consommation intérieure (sauf pour l'électroménager où on a noté un rattrapage en début d'année), la production de biens de consommation courante se situe sur une tendance faiblement croissante, du fait de la bonne orientation de la demande étrangère. Dans l'industrie automobile, après une croissance en 1983 plus forte que prévue, les constructeurs manifestent un grand pessimisme sur les perspectives à court terme : la forte baisse des immatriculations intérieures en début d'année va se traduire par une contraction de la production. Dans les industries de biens d'équipement, la production, qui s'était raffermie en fin d'année 1983, est quasiment stable. Ce secteur ne semble pas beaucoup refléter la reprise de l'investissement : les carnets de commandes restent peu garnis. En fait cette reprise est récente ; par ailleurs elle s'alimente pour une bonne part à l'importation : par exemple, les grossistes en biens d'équipement ont au cours des quatre derniers mois plus augmenté leurs commandes à l'étranger que leurs commandes intérieures ; ceci peut tenir au type d'investissements prévus. Surtout le secteur des biens d'équipement recouvre des évolutions de branches très divergentes, notamment entre l'électronique et l'informatique, en forte croissance, et la mécanique, où la situation reste mauvaise, en France comme à l'étranger ; ce dernier secteur souffre d'exportations en baisse, du fait de la diminution des gros contrats vers le tiers monde et de la réduction des investissements des GEN.

Comme on vient de le voir pour les biens d'équipement, une caractéristique essentielle de la situation de l'industrie au premier semestre 1984 est, en raison des évolutions diverses des demandes, une grande variété des situations de branches que le découpage traditionnel en 4 ou 5 secteurs ne permet pas de reproduire. La croissance de la demande étrangère bénéficie en effet fortement à la sidérurgie, à la chimie de base, au papier carton (biens intermédiaires) mais aussi à l'équipement ménager et aux produits pharmaceutiques (biens de consommation), à l'électronique professionnelle. Une faibles-

se de la demande intérieure est ressentie aussi bien dans la mécanique que dans des branches de biens de consommation (cuir-chaussure, textile-habillement) ou dans les industries agro-alimentaires (industries de la viande et du lait). Dernière remarque : si on classe les branches en deux groupes : d'une part les branches où la production industrielle devrait croître au premier semestre (non ferreux, chimie de base, verre et papier carton, équipement ménager, parachimie pharmacie, construction électrique et électronique ...), et d'autre part les branches où la production devrait stagner ou baisser (fonderie, matériaux de construction, mécanique, textile-habillement, cuir-chaussure, matériel de transport terrestre-automobile), on retrouve la classification des branches suivant leur croissance de moyen terme apprécié sur la période 1976-1982 ; les écarts structurels continueraient ainsi de se creuser. On note cependant deux exceptions : la sidérurgie, actuellement soutenue par la demande étrangère, et l'aéronautique, où les carnets de commandes se sont dégarnis au cours de la dernière année.

Au deuxième semestre, l'activité industrielle, soutenue par la poursuite de la croissance des exportations et le développement de l'investissement, progresserait modérément, un rythme plus soutenu dans les biens d'équipement compensant une moindre croissance dans les biens intermédiaires.

Profil de production industrielle (produits manufacturés) variation trimestrielle en %.

1983 (1)				1984 (2)			
I	II	III	IV	I	II	III*	IV*
- 0,1	0,2	0,8	0,2	0,5	0	0,6	0,6

(1) Source : Comptes Trimestriels ; CVS

* Voir avertissement page 2

(2) Prévision

2. Le bâtiment et les travaux publics

Les tendances observables au début 1984 sont dans la ligne de celle de 1983 : recul de l'activité dans le bâtiment comme dans les travaux publics, avec, à l'intérieur des activités de bâtiment, un gros oeuvre plus touché que le second oeuvre, l'entretien continuant d'être l'élément à peu près stable.

La demande de logements neufs évolue peu depuis un an. Comme on l'a vu (cf. chapitre III), la désaffectation des ménages pour le logement en tant que placement se maintient. Le marché est donc soutenu par les ménages souhaitant se loger, qui utilisent généralement des financements aidés. Plusieurs mesures viennent d'être prises à leur attention : baisse de 1,25 % du taux des prêts conventionnés, création de prêts aidés pour l'accès à la propriété à taux ajustables ; financement par la Caisse des Dépôts de 10 000 prêts locatifs supplémentaires ... Ces dispositions devraient soutenir le marché face

aux influences négatives de l'accroissement des taux d'intérêts réels et de stagnation du pouvoir d'achat. Les mises en chantier de logements (330 000) n'ont diminué que de 3 % en 1983, donc moins fortement que 1982, mais en équivalents logements, cela correspond en fait à une baisse estimée à environ 6 %. D'autre part une baisse importante a été enregistrée au niveau des permis de construction autorisés : - 12,5 % en 1983 par rapport à 1982. Si une stabilisation des mises en chantier peut être envisagée cette année pour l'ensemble des secteurs bénéficiant de prêts aidés, une nouvelle baisse du secteur libre devrait se produire liée principalement aux difficultés de financement des ménages.

Ainsi le nombre total de mises en chantier de logements en 1984 devrait avoisiner 315 000, ce qui représenterait une diminution un peu plus importante qu'en 1983. Pour les autres bâtiments, les mises en chantier, qui s'étaient redressées en 1983, devraient à nouveau baisser, la tendance des autorisations ayant été négative sur les derniers mois connus. Enfin, pour les travaux d'entretien et d'amélioration, l'activité devrait être favorisée par l'abaissement du taux minimum des prêts conventionnés pouvant les financer.

Les travaux publics ne devraient que peu bénéficier de la reprise de l'investissement industriel : celle-ci est surtout axée sur le renouvellement et la productivité ; elle ne compensera pas totalement pour les travaux publics la réduction de l'investissement des GEN.

Dans l'ensemble du bâtiment et des travaux publics, les entrepreneurs interrogés aux enquêtes de conjoncture indiquent des carnets de commandes dégarnis, attendent une réduction de l'activité et des effectifs employés.

3. L'emploi

Le contexte économique qui prévaut au début de 1984 est largement une poursuite des tendances observées en 1983 ; aussi, l'évolution de l'emploi, qui reproduit généralement avec retard celle de la production, ne devrait pas marquer d'inflexion à court terme, on continuerait d'observer une diminution de l'emploi industriel (y compris bâtiment et travaux publics) à un rythme d'environ - 3 % l'an, un ralentissement de la croissance de l'emploi tertiaire correspondant à une stabilisation des effectifs du tertiaire marchand et une progression ralentie par rapport aux années antérieures des effectifs du tertiaire non marchand (environ 0,1 % par trimestre en 1984 contre + 0,2 % en 1983 et + 0,4 % en 1982). L'emploi total, salarié et non salarié, diminuerait alors en moyenne cette année de 60 000 par trimestre (dont 45 000 salariés et 15 000 non salariés).

Ainsi, la diminution de l'emploi en 1984 serait un peu plus forte qu'en 1983 (- 190 000 dont - 130 000 salariés et - 60 000 non salariés). D'une part la progression des effectifs du tertiaire non marchand atténuerait de moins en moins la baisse des effectifs des

secteurs marchands ; d'autre part on enregistrerait une baisse un peu plus marquée qu'en 1983 des effectifs salariés des secteurs marchands non agricoles. Ces tendances sont confirmées par la progression du nombre des demandeurs d'emploi, le haut niveau des licenciements économiques et la faiblesse des offres d'emploi au début de 1984. Les effets en 1984 des contrats de solidarité seraient moindre qu'en 1983 : la clause de maintien des effectifs au bout d'un an a concerné 4 millions de salariés en 1983 (contrats signés en 1982), elle n'en concerne que 400 000 en 1984 (contrats signés en 1983) ; d'autre part, la croissance des effectifs du tertiaire marchand s'interromprait (0,0 % en 1984 contre + 0,5 % en 1983) : les diminutions prévisibles dans les transports et les commerces étant juste compensées par la croissance ralentie des services marchands des banques et assurances.

Le secteur du bâtiment et des travaux publics continuerait d'enregistrer des rythmes élevés de baisse des effectifs (- 1 % par trimestre), proches de ceux observés en 1983. Dans les autres secteurs industriels, les chefs d'entreprises interrogés en mars indiquent une légère accentuation du rythme de baisse (de l'ordre de - 0,7 % par trimestre). Les difficultés actuelles du secteur de l'automobile sur le marché français vont sans doute se traduire sur l'emploi. Les mutations industrielles des secteurs en crise (charbonnages de France, sidérurgie, construction navale) contribueront certainement à la poursuite de la baisse de l'emploi dans ces secteurs mais ne devraient pas l'accélérer significativement : en effet, ces processus doivent s'étaler sur plusieurs années et certains étaient déjà engagés en 1983. De plus, des mesures d'accompagnement telles que les "congés de conversion" au cours desquels le lien entre les salariés concernés et leur entreprise est maintenu, entraîneront probablement des décalages supplémentaires. Enfin l'emploi dans les industries agricoles et alimentaires ainsi que dans les secteurs de l'énergie (sauf le charbon) serait, comme en 1983, relativement préservé.

Au total, en 1984, l'emploi salarié dans l'industrie hors BTP diminuerait de près de 3 % (contre - 2,5 % en 1983), les secteurs les plus touchés demeurant ceux des biens intermédiaires (- 4 %) et des biens de consommation (- 3,5 %).

La durée hebdomadaire du travail ne devrait diminuer que très faiblement en 1984 (de l'ordre de - 0,3 %). On n'enregistrerait en effet plus que les effets d'accords ponctuels (contrats de solidarité - durée notamment) ; de plus le chômage partiel qui avait atteint de hauts niveaux en 1983 ne devrait plus progresser : il semble s'infléchir et ne contribuerait donc plus à la baisse de la durée hebdomadaire moyenne du travail.

Les offres d'emploi enregistrées et le stock d'offres disponibles à l'Agence Nationale pour l'Emploi n'ont cessé de se dégrader au cours de 1983 pour atteindre des niveaux historiquement bas au début de l'année 1984. Flux et stocks se sont réduits de moitié en un an, le début de l'année 1983 enregistrant il est vrai les offres liées aux con-

trats de solidarité. Ils ne sauraient se redresser au cours de l'année 1984, étant donné la conjoncture de l'emploi.

Depuis septembre 1983, le nombre des demandeurs d'emploi inscrits à l'Agence Nationale pour l'Emploi (DEFM) s'est accru, avec de fortes irrégularités mensuelles, à un rythme moyen de + 25 000 par mois. Cette progression qui succède à la quasi-stabilité observée de la mi-1982 à l'automne 1983 recouvre des évolutions différentes selon le sexe et l'âge : brutale augmentation des DEFM de moins de 25 ans (notamment des jeunes hommes) alors que leur nombre s'était stabilisé pour les hommes et avait diminué pour les femmes de l'automne 1982 à l'automne 1983 ; poursuite de la croissance enregistrée au cours de 1983 pour les DEFM hommes de 25 à 49 ans, reprise de cette croissance pour les femmes de cet âge (à un rythme un peu inférieur à celui des hommes) après leur stabilité enregistrée au cours de 1983 ; enfin, faible progression des DEFM de 50 ans et plus dont le niveau demeure, pour les hommes comme pour les femmes, inférieur à celui de l'automne 1982. Les raisons d'entrée en chômage montrent une nette progression des licenciements économiques (cohérente avec leur haut niveau depuis la mi-1983), des fins de contrats à durée déterminée, et, dans une moindre mesure, des premières entrées ou reprises d'activité.

La poursuite de l'augmentation à un rythme mensuel moyen de 20 000 à 30 000 des demandes d'emplois en fin de mois semble compatible avec les estimations de chômage que l'on peut faire pour 1984 à partir des bilans d'emplois et de ressources en main d'oeuvre. Ces bilans sont néanmoins entachés d'une certaine imprécision, d'autant plus que les ressources en main d'oeuvre vont être affectées d'une façon difficile à estimer par des départs en retraite anticipés (principalement dans le cadre de conventions FNE ou de la convention de la sidérurgie, car les départs dans le cadre des contrats de solidarité seront pratiquement nuls en 1984), et les départs en retraite possibles depuis avril 1983 entre 60 et 65 ans ; ce surcroît de sorties d'activité pourrait limiter quelque peu la croissance des demandes d'emplois en fin de mois.

